

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 oktober 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002 - 2003.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 441-1. — Commissieamendementen, nr. 441-2. — Verslag, nr. 441-3.

Zitting 2003-2004

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 21 oktober 2003.

←—————→
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 4501

[C — 2003/29549]

22 OCTOBRE 2003. — Décret relatif à la reconnaissance de la langue des signes (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La langue des signes de Belgique francophone (LSFB), ci-après dénommée "langue des signes", est reconnue.

Cette langue est la langue visuo-gestuelle propre à la communauté des sourds de la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. Une commission consultative de la langue des signes est instituée. Elle a pour mission de remettre au Gouvernement, soit d'initiative, soit à sa demande, des avis et propositions sur toute problématique concernant l'utilisation de la langue des signes.

§ 2. La commission est composée de 15 membres au maximum, nommés par le Gouvernement pour une période de 4 ans, dont le mandat n'est renouvelable qu'une fois. Le Gouvernement nomme également, pour chaque membre effectif, un membre suppléant. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

§ 3. Le Gouvernement fixe la composition de la commission, qui doit comprendre en son sein :

1° des représentants des associations agréées ou reconnues de sourds, de parents d'enfants sourds, et des associations culturelles, sportives ou de loisirs;

2° des représentants des écoles d'enseignement spécial de type 7, des écoles pratiquant l'intégration d'enfants sourds dans l'enseignement ordinaire, des services sociaux, des services d'accompagnement, des centres d'hébergement, maisons d'accueil ou centres de jour;

3° des enseignants de ou en langue des signes, des interprètes en langue des signes et des spécialistes en langue des signes.

§ 4. La qualité de membre de la commission consultative est incompatible avec celle de membre d'un cabinet ministériel.

§ 5. La qualité de membre de la commission consultative est incompatible avec le fait d'être membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Constitution ou par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

§ 6. Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, ainsi que le membre qui obtient une fonction visée au § 4, ou qui devient membre d'un organisme ou d'une association visée au § 5, est réputé démissionnaire.

En cas de démission ou de décès d'un membre, son remplaçant est nommé par le Gouvernement, pour achever le mandat de son prédécesseur.

§ 7. Le secrétariat de la commission est assuré par un membre des services du Gouvernement, désigné par celui-ci.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme les membres de la commission consultative, après appel à candidatures, notamment auprès des associations représentatives, et selon les modalités qu'il détermine.

Les candidats doivent justifier leur compétence ou leur expérience professionnelle ainsi que leur motivation à siéger au sein de la commission. Ils indiquent également, si possible, s'ils se présentent en tant que professionnel, expert ou représentant des usagers ou groupements d'utilisateurs.

§ 2. Dans l'éventualité où la composition finale de l'institution n'assure pas le respect des dispositions de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, le Gouvernement procède à un nouvel appel à candidatures.

§ 3. Sur proposition de la commission consultative, le Gouvernement nomme un président et un vice-président parmi les membres de la commission consultative en raison de sa compétence et de sa connaissance du secteur. Ces mandats sont incompatibles avec la qualité de fonctionnaire de la Communauté française ou d'un de ses organismes d'intérêt public.

§ 4. Des membres représentant le Gouvernement assistent aux séances avec voix consultative.

§ 5. Le président peut inviter toute personne susceptible d'apporter un complément d'information à l'institution sur un ou plusieurs points précis de l'ordre du jour.

§ 6. La commission se réunit au minimum trois fois par an.

§ 7. La commission délibère valablement si la moitié au moins de ses membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité absolue de ses membres présents.

§ 8. Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités de déplacement des membres de la commission.

§ 9. Dans les deux mois de son installation, la commission arrête son règlement d'ordre intérieur, et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

§ 10. Le Gouvernement fixe les modalités de mise à disposition de la commission d'interprètes en langue des signes.

Art. 4. La commission consultative établit un rapport d'activités annuel.

Ce rapport est déposé au plus tard le 30 septembre de chaque année au Conseil de la Communauté française.

Art. 5. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement fixe, après avis de la commission visée à l'article 2, les mesures d'exécution nécessaires pour permettre l'utilisation de la langue des signes dans les différents domaines relevant de ses compétences.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 octobre 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 446-1. — Amendements de commission, n° 446-2. — Rapport, n° 446-3.

Session 2003-2004.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 21 octobre 2003.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4501

[C — 2003/29549]

22 OKTOBER 2003. — Decreet betreffende de erkenning van de gebarentaal (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De Langue des signes de Belgique francophone (LSFB), hierna de "gebarentaal", wordt erkend.

Deze taal is de visuele gebarentaal eigen aan de gemeenschap van de doven van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. Er wordt een adviescommissie voor de gebarentaal ingesteld. Ze heeft tot opdracht op eigen initiatief, of op aanvraag, aan de Regering adviezen uit te brengen en voorstellen in te dienen in verband met enig welk probleem dat betrekking heeft op het gebruik van de gebarentaal.

§ 2. De commissie bestaat uit maximum 15 leden, aangesteld door de Regering voor een periode van 4 jaar, waarvan het mandaat één keer hernieuwd kan worden. Ook stelt de Regering voor ieder werkend lid, een plaatsvervangend lid aan. Het plaatsvervangend lid zetelt enkel bij afwezigheid van het werkend lid.

§ 3. De Regering bepaalt de samenstelling van de commissie, die moet bevatten :

1° vertegenwoordigers van de erkende verenigingen van doven, ouders van dove kinderen, en van culturele, sport- of ontspanningsverenigingen;

2° vertegenwoordigers van scholen voor buitengewoon onderwijs van type 7, scholen die de integratie van dove kinderen in het gewoon onderwijs bevorderen, sociale diensten, begeleidingsdiensten, huisvestingscentra, opvanghuizen of dagcentra;

3° leerkrachten van en in de gebarentaal, tolken in de gebarentaal en specialisten in de gebarentaal.

§ 4. De hoedanigheid van lid van de adviescommissie is onverenigbaar met deze van lid van een ministerkabinet.

§ 5. De hoedanigheid van lid van de adviescommissie is onverenigbaar met het lid zijn van een instelling of een vereniging die de beginselen van de democratie niet in acht neemt, zoals, onder anderen, verwoord door de Grondwet of door Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook.

§ 6. Elk lid dat de hoedanigheid verliest waarvoor het benoemd werd, alsook het lid dat een ambt bekomt bedoeld bij § 4, of dat lid wordt van een instelling of een vereniging bedoeld bij § 5, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Bij ontslagindiening of overlijden van een lid, wordt zijn vervanger door de Regering benoemd om het mandaat van zijn voorganger te voleindigen.

§ 7. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een lid van de diensten van de Regering aangesteld door deze laatste.

Art. 3. § 1. De Regering benoemt de leden van de adviescommissie, na een oproep tot de kandidaten, inzonderheid bij de representatieve verenigingen, en volgens de nadere regels die zij bepaalt.

De kandidaten moeten hun bevoegdheid of hun beroepservaring verantwoorden alsook hun motivatie om binnen de commissie te zetelen. Ook, indien mogelijk, vermelden ze of ze als professional, deskundige of vertegenwoordiger van de gebruikers of van gebruikersgroep willen zetelen.

§ 2. Ingeval de eindsamenstelling van de instelling niet de inachtneming van de bepalingen van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, garandeert, gaat de Regering over tot een nieuwe oproep tot de kandidaten.

§ 3. Op voordracht van de adviescommissie, benoemt de Regering een voorzitter en een ondervoorzitter onder de leden van de adviescommissie als gevolg van diens bevoegdheid en kennis van de sector. Deze mandaten zijn onverenigbaar met de hoedanigheid van ambtenaar van de Franse Gemeenschap of van een van zijn instellingen van openbaar nut.

§ 4. De leden die de Regering vertegenwoordigen wonen met raadgevende stem de zittingen bij.

§ 5. De voorzitter kan iedere persoon uitnodigen die de instelling kan helpen met bijkomende informatie over één of meerdere specifieke punten van de agenda.

§ 6. De commissie vergadert minstens driemaal per jaar.

§ 7. De commissie beraadslaagt enkel geldig indien de helft van haar leden aanwezig is. Haar beslissingen worden bij de volstreekte meerderheid van haar aanwezige leden genomen.

§ 8. De Regering bepaalt het zitgeld en de vergoedingen voor de verplaatsingen van de commissieleden.

§ 9. Binnen de twee maanden van haar instelling, bepaalt de commissie haar huishoudelijk reglement en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.

§ 10. De Regering bepaalt de nadere regels voor de terbeschikkingstelling van tolken in de gebarentaal ten behoeve van de commissie.

Art. 4. De adviescommissie stelt een jaarlijks verslag op over haar activiteiten.

Dit verslag wordt ten laatste op 30 september van ieder jaar bij de Raad van de Franse Gemeenschap ingediend.

Art. 5. Binnen de perken van de begrotingskredieten, bepaalt de Regering, na advies van de bij artikel 2 bedoelde commissie, de uitvoeringsregels die nodig zijn voor het gebruik van de gebarentaal in de verschillende gebieden die onder haar bevoegdheid ressorteren.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 oktober 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 446-1. — Commissieamendementen, nr. 446-2. — Verslag, nr. 446-3.

Zitting 2003-2004.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 21 oktober 2003.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 4502 (2003 — 3598) (2003 — 2601)

[C — 2003/29546]

8 MAI 2003. — Décret modifiant les dispositions applicables en matière de congés et organisant la protection de la maternité. — Errata

Au *Moniteur belge* du 17 septembre 2003, p. 46186, dans la version française, dans l'article 26, introduisant un chapitre XV dans l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitifs du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, il y a lieu de remplacer l'article 61 par l'article suivant :

« Article 61. Le droit aux pauses d'allaitement est accordé moyennant preuve de l'allaitement.

La preuve de l'allaitement est apportée à partir du début de l'exercice du droit aux pauses d'allaitement, au choix du membre du personnel, par attestation médicale d'un centre de consultation de nourrissons ou par certificat médical.

Une attestation ou un certificat médical doit ensuite être remis par le membre du personnel tous les mois, à la date à laquelle le droit à la (les) pause(s) d'allaitement a été exercé pour la première fois. »

Au *Moniteur belge* du 17 septembre 2003, p. 46186, dans la version française, il y a lieu de remplacer l'article 31 par l'article suivant :

Article 31. L'article 4 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, obtiennent des congés exceptionnels dans les limites suivantes :

a) pour le mariage du membre du personnel : quatre jours ouvrables;

b) pour l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec qui, au moment de l'événement, le membre du personnel vit en couple : dix jours ouvrables;

c) pour le décès du conjoint, ou de la personne avec qui le membre du personnel vivait en couple, d'un parent ou allié au 1^{er} degré du membre du personnel ou de la personne avec qui il vit en couple : quatre jours ouvrables;

d) pour le mariage d'un enfant du membre du personnel, d'un enfant du conjoint du membre du personnel ou d'un enfant de la personne avec qui il vit en couple : deux jours ouvrables;

e) pour le décès d'un parent ou allié à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que le membre du personnel : deux jours ouvrables.

Aux mêmes conditions, ce congé est également accordé lors du décès d'un parent de la personne avec qui le membre du personnel vit en couple;

f) pour le décès d'un parent ou allié au 2^{ème} ou 3^{ème} degré n'habitant pas sous le même toit que le membre du personnel : un jour ouvrable.

Aux mêmes conditions, ce congé est également accordé lors du décès d'un parent de la personne avec qui le membre du personnel vit en couple.

Ces congés exceptionnels sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service.

Les congés précités doivent être pris par le membre du personnel dans les sept jours calendrier qui précèdent ou suivent l'événement pour lequel le congé lui est accordé. Ils peuvent être fractionnés.